

**AMENDEMENTS DE 1990 AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES RELATIVES À
LA CONSTRUCTION ET A L'ÉQUIPEMENT DES NAVIRES TRANSPORTANT DES
PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC (RECUEIL IBC)**

(Résolution MSC.16(58))

**ПОПРАВКИ 1990 ГОДА К МЕЖДУНАРОДНОМУ КОДЕКСУ ПОСТРОЙКИ
ОБОРУДОВАНИЯ СУДОВ, ПЕРЕВОЗЯЩИХ ОПАСНЫЕ ХИМИЧЕСКИЕ ГРУЗЫ
НАЛИВОМ (КОДЕКС МКХ)**

(РЕЗОЛЮЦИЯ MSC.16(58))

**ENMIENDAS AL CÓDIGO INTERNACIONAL PARA LA CONSTRUCCIÓN Y EL EQUIPO
DE BUQUES QUE TRANSPORTEN PRODUCTOS QUÍMICOS PELIGROSOS A GRANEL
(CÓDIGO CIQ)**

(Resolución MSC.16(58))

RESOLUTION MSC.16(58)

adoptée le 24 mai 1990

ADOPTION D'AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE REGLES
RELATIVES A LA CONSTRUCTION ET A L'EQUIPEMENT DES
NAVIRES TRANSPORTANT DES PRODUITS CHIMIQUES
DANGEREUX EN VRAC (RECUEIL IBC)

(Système harmonisé de visites et de délivrance des certificats)

LE COMITE DE LA SECURITE MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT EGALEMENT la résolution MSC.4(48) par laquelle le Comité a adopté le Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC),

NOTANT la partie B du chapitre VII de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS de 1974), telle que modifiée, aux termes de laquelle les amendements au Recueil IBC sont adoptés, mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article VIII de ladite convention;

NOTANT EN OUTRE la résolution 10 de la Conférence internationale de 1978 sur la sécurité des navires-citernes et la prévention de la pollution ainsi que la résolution 4 de la Conférence internationale de 1988 sur le système harmonisé de visites et de délivrance des certificats, qui recommandent que l'OMI prenne les mesures nécessaires pour incorporer le système harmonisé de visites et de délivrance des certificats dans divers recueils et conventions,

CONSIDERANT la résolution MEPC.40(29) par laquelle le Comité de la protection du milieu marin a adopté des amendements au Recueil IBC visant à incorporer le système harmonisé de visites et de délivrance des certificats aux fins de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif (MARPOL 73/78),

AYANT EXAMINE à sa cinquante-huitième session les amendements au Recueil IBC qui ont été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention SOLAS de 1974,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention SOLAS de 1974, les amendements au Recueil IBC dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. PRIE le Secrétaire général, en conformité de l'article VIII b) v) de la Convention SOLAS de 1974, d'adresser à tous les Gouvernements contractants à la Convention des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements figurant en annexe;
3. DECIDE, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention SOLAS de 1974, que les amendements seront réputés avoir été acceptés six mois après la date à laquelle les conditions d'entrée en vigueur du Protocole SOLAS de 1988 ainsi que du Protocole de 1988 relatif à la Convention sur les lignes de charge seront remplies, sous réserve que la date d'acceptation ne soit pas antérieure au 1er août 1991, à moins que, avant cette date, des objections n'aient été communiquées à l'Organisation conformément à l'article VIII b) vi) 2);
4. INVITE les Gouvernements contractants à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention SOLAS de 1974, les amendements entreront en vigueur six mois après avoir été acceptés de la manière décrite au paragraphe qui précède;
5. PRIE le Secrétaire général d'informer tous les Gouvernements contractants de la date à laquelle les conditions d'entrée en vigueur du Protocole SOLAS de 1988 et du Protocole de 1988 relatif à la Convention sur les lignes de charge seront remplies et, en conformité de l'article VIII g) de la Convention SOLAS de 1974, de la date à laquelle les amendements au Recueil IBC figurant en annexe à la présente résolution entreront en vigueur;
6. PRIE EN OUTRE le Secrétaire général d'adresser des copies de la résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Gouvernements contractants à la Convention SOLAS de 1974 et de les informer de la date d'entrée en vigueur des amendements.

ANNEXE

AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE REGLES RELATIVES A LA
CONSTRUCTION ET A L'EQUIPEMENT DES NAVIRES TRANSPORTANT DES
PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC
(RECUEIL IBC)

1.3 Définitions

Ajouter la nouvelle définition suivante :

"1.3.2.3 "Date anniversaire" désigne le jour et le mois de chaque année qui correspondent à la date d'expiration du Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac."

1.5 Visites et délivrance de certificats

Remplacer le texte actuel de la section 1.5 par ce qui suit :

"1.5.1 Procédure applicable aux visites

1.5.1.1 La visite des navires, en ce qui concerne l'application des dispositions des présentes règles et l'octroi des exemptions devrait être effectuée par des fonctionnaires de l'Administration. Toutefois, l'Administration peut confier les visites soit à des inspecteurs désignés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.

1.5.1.2 L'Administration qui désigne des inspecteurs ou des organismes reconnus pour effectuer les visites devrait au moins habiliter tout inspecteur désigné ou tout organisme reconnu à :

- .1 exiger qu'un navire subisse des réparations; et
- .2 effectuer des visites si les autorités compétentes de l'Etat du port le lui demandent.

L'Administration devrait notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorité qui leur a été déléguée, pour diffusion aux Gouvernements contractants.

1.5.1.3 Lorsqu'un inspecteur désigné ou un organisme reconnu détermine que l'état du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications du Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac ou est tel que le navire ne peut pas prendre la mer sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord ou sans risques excessifs pour le milieu marin, l'inspecteur ou l'organisme devrait immédiatement veiller à ce que des mesures correctives soient prises et devrait en informer l'Administration en temps utile. Si ces mesures correctives ne sont pas prises, le certificat devrait être retiré et l'Administration devrait être informée immédiatement; si le navire se trouve dans un port d'un autre Gouvernement contractant, les autorités compétentes de l'Etat du port devraient aussi être informées immédiatement. Lorsqu'un fonctionnaire de l'Administration, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu a informé les autorités compétentes de l'Etat du port, le gouvernement de l'Etat du port intéressé devrait accorder au fonctionnaire, à l'inspecteur

ou à l'organisme en question toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en vertu du présent paragraphe. Le cas échéant, le gouvernement de l'Etat du port intéressé devrait prendre les mesures voulues pour empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié le plus proche qui soit disponible, sans danger pour le navire lui-même ou pour les personnes à bord ou sans risques excessifs pour le milieu marin.

1.5.1.4 Dans tous les cas, l'Administration devrait se porter garante de l'exécution complète et de l'efficacité de la visite et devrait s'engager à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation.

1.5.2 Nature des visites

1.5.2.1 Dans le cas des navires-citernes pour produits chimiques, la structure, le matériel d'armement, les installations, les aménagements et les matériaux (autres que les éléments pour lesquels un Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, un Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge et un Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge ou un Certificat de sécurité pour navire de charge ont été délivrés) devraient être soumis aux visites ci-après :

- .1 avant la mise en service du navire ou avant que le Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac ne lui soit délivré pour la première fois, une visite initiale qui devrait comprendre un examen complet de la structure, du matériel d'armement, des installations, des aménagements et des matériaux pour tout ce qui relève du présent Recueil. Cette visite devrait permettre de s'assurer que la structure, le matériel d'armement, les installations, les aménagements et les matériaux satisfont pleinement aux dispositions applicables du Recueil;
- .2 une visite de renouvellement effectuée aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration, mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les paragraphes 1.5.6.2.2, 1.5.6.5, 1.5.6.6 ou 1.5.6.7 s'appliquent. La visite de renouvellement devrait permettre de s'assurer que la structure, le matériel d'armement, les installations, les aménagements et les matériaux satisfont pleinement aux dispositions applicables du Recueil;
- .3 une visite intermédiaire effectuée dans un délai de trois mois avant ou après la deuxième date anniversaire ou dans un délai de trois mois avant ou après la troisième date anniversaire du Certificat, qui devrait remplacer l'une des visites annuelles spécifiées au paragraphe 1.5.2.1.4. La visite intermédiaire devrait permettre de s'assurer que le matériel de sécurité et autre matériel, ainsi que les systèmes de pompage et de tuyautages associés, satisfont pleinement aux dispositions applicables du Recueil et sont en bon état de marche. Ces visites intermédiaires devraient être portées sur le Certificat délivré en vertu des paragraphes 1.5.4 ou 1.5.5;

- .4 une visite annuelle, effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat, qui comprend une inspection générale de la structure, du matériel d'armement, des installations, des aménagements et des matériaux visés au paragraphe 1.5.2.1.1, et devrait permettre de vérifier qu'ils ont été maintenus dans les conditions prévues au paragraphe 1.5.3 et qu'ils restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné. Ces visites annuelles devraient être portées sur le Certificat délivré en vertu des paragraphes 1.5.4 ou 1.5.5;
- .5 une visite supplémentaire générale ou partielle selon le cas, qui devrait être effectuée lorsque cela s'avère nécessaire à la suite d'une enquête prescrite au paragraphe 1.5.3.3 ou chaque fois que le navire subit des réparations ou rénovations importantes. Cette visite devrait permettre de s'assurer que les réparations ou rénovations nécessaires ont été réellement effectuées, que les matériaux employés pour ces réparations ou rénovations et l'exécution des travaux sont satisfaisants et que le navire peut prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord ou sans risques excessifs pour le milieu marin.

1.5.3 Maintien des conditions après visite

1.5.3.1 L'état du navire et de son matériel d'armement devrait être maintenu conformément aux dispositions du Recueil de manière que le navire demeure apte à prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord ou sans risques excessifs pour le milieu marin.

1.5.3.2 Après l'une quelconque des visites prévues au paragraphe 1.5.2, aucun changement autre qu'un simple remplacement ne devrait être apporté à la structure, au matériel d'armement, aux installations, aux aménagements et aux matériaux faisant l'objet de la visite, sauf autorisation de l'Administration.

1.5.3.3 Lorsqu'un accident survenu à un navire ou un défaut constaté à bord compromet la sécurité du navire ou l'efficacité ou l'intégrité de ses engins de sauvetage ou d'autres éléments de son armement visés par le Recueil, le capitaine ou le propriétaire du navire devrait faire rapport dès que possible à l'Administration, à l'inspecteur désigné ou à l'organisme reconnu chargé de délivrer le Certificat, qui devrait faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite conformément aux prescriptions du paragraphe 1.5.2.1.5. Si le navire se trouve dans un port d'un autre Gouvernement contractant, le capitaine ou le propriétaire devrait également faire rapport immédiatement aux autorités compétentes de l'Etat du port et l'inspecteur désigné ou l'organisme reconnu devrait s'assurer qu'un tel rapport a bien été fait.

1.5.4 Délivrance du Certificat international d'aptitude ou apposition d'un visa

1.5.4.1 Un certificat dit Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac devrait être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire-citerne pour produits chimiques effectuant des voyages internationaux qui satisfait aux dispositions pertinentes du Recueil.

1.5.4.2 Le Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac devrait être établi conformément au modèle figurant à l'appendice. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais ni le français, le texte devrait comprendre une traduction dans l'une de ces langues.

1.5.4.3 Le certificat délivré en application des dispositions de la présente section devrait pouvoir être inspecté à bord à tout moment.

1.5.4.4 Nonobstant toute autre disposition des amendements au présent Recueil adoptés par le Comité de la protection du milieu marin (CPMM) par la résolution MEPC.40(29) et par le Comité de la sécurité maritime (CSM) par la résolution MSC.16(58) tout Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac qui est en cours de validité lors de l'entrée en vigueur de ces amendements devrait rester valable jusqu'à la date de son expiration en application des dispositions du présent Recueil, telles qu'énoncées avant l'entrée en vigueur des amendements.

1.5.5 Délivrance d'un Certificat international d'aptitude ou apposition d'un visa par un autre gouvernement

1.5.5.1 Un gouvernement qui est à la fois Gouvernement contractant à la Convention SOLAS de 1974 et Partie à MARPOL 73/78 peut, à la requête d'un tel autre gouvernement, faire visiter un navire autorisé à battre le pavillon de cet autre Etat. S'il estime que les dispositions du Recueil sont observées, il délivre au navire un certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac ou autorise sa délivrance et, le cas échéant, appose un visa ou autorise son apposition sur le certificat dont dispose le navire, conformément au Recueil. Tout certificat ainsi délivré devrait comporter une déclaration établissant qu'il a été délivré à la requête du gouvernement de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon.

1.5.6 Durée et validité du Certificat international d'aptitude

1.5.6.1 Le Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac devrait être délivré pour une période dont la durée est fixée par l'Administration, sans que cette durée puisse excéder cinq ans.

1.5.6.2.1 Nonobstant les dispositions du paragraphe 1.5.6.1, lorsque la visite de renouvellement est achevée dans un délai de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat devrait être valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant.

1.5.6.2.2 Lorsque la visite de renouvellement est achevée après la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat devrait être valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant.

1.5.6.2.3 Lorsque la visite de renouvellement est achevée dans un délai de plus de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat devrait être valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

1.5.6.3 Lorsqu'un certificat est délivré pour une durée inférieure à cinq ans, l'Administration peut proroger la validité dudit certificat au-delà de la date d'expiration jusqu'à concurrence de la période maximale prévue au paragraphe 1.5.6.1, à condition que les visites spécifiées aux paragraphes 1.5.2.1.3 et 1.5.2.1.4, qui doivent avoir lieu lorsque le certificat est délivré pour cinq ans, soient effectuées selon que de besoin.

1.5.6.4 Si, après une visite de renouvellement, un nouveau certificat ne peut être délivré ou fourni au navire avant la date d'expiration du certificat existant, la personne ou l'organisme autorisé par l'Administration peut apposer un visa sur le certificat existant et ce certificat devrait être accepté comme valable pour une nouvelle période qui ne peut excéder cinq mois à compter de la date d'expiration.

1.5.6.5 Si, à la date d'expiration d'un certificat, le navire ne se trouve pas dans un port dans lequel il doit subir une visite, l'Administration peut proroger la validité de ce certificat. Toutefois, une telle prorogation ne devrait être accordée que pour permettre au navire d'achever son voyage vers le port dans lequel il doit être visité et ce, uniquement dans le cas où cette mesure apparaît comme opportune et raisonnable. Aucun certificat ne devrait être ainsi prorogé pour une période de plus de trois mois et un navire auquel cette prorogation a été accordée n'est pas en droit, en vertu de cette prorogation, après son arrivée dans le port dans lequel il doit être visité, d'en repartir sans avoir obtenu un nouveau certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat devrait être valable pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.

1.5.6.6 Un certificat délivré à un navire effectuant des voyages courts, qui n'a pas été prorogé conformément aux dispositions précédentes de la présente section, peut être prorogé par l'Administration pour une période de grâce ne dépassant pas d'un mois la date d'expiration indiquée sur ce certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat devrait être valable pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.

1.5.6.7 Dans certains cas particuliers déterminés par l'Administration, il n'est pas nécessaire que la validité du nouveau certificat commence à la date d'expiration du certificat existant, conformément aux prescriptions des paragraphes 1.5.6.2.2, 1.5.6.5 ou 1.5.6.6. Dans ces cas particuliers, le nouveau certificat devrait être valable pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

1.5.6.8 Lorsqu'une visite annuelle ou une visite intermédiaire est achevée dans un délai inférieur à celui qui est spécifié au paragraphe 1.5.2 :

- .1 la date anniversaire figurant sur le certificat devrait être remplacée au moyen d'un visa par une date qui ne devrait pas être postérieure de plus de trois mois à la date à laquelle la visite a été achevée;
- .2 la visite annuelle ou la visite intermédiaire suivante prescrite au paragraphe 1.5.2 devrait être achevée aux intervalles stipulés par ce paragraphe, calculés à partir de la nouvelle date anniversaire;

- .3 la date d'expiration peut demeurer inchangée à condition qu'une ou plusieurs visites annuelles ou intermédiaires, selon le cas, soient effectuées de telle sorte que les intervalles maximaux entre visites prescrits au paragraphe 1.5.2 ne soient pas dépassés.

1.5.6.9 Un certificat délivré en vertu des paragraphes 1.5.4 ou 1.5.5 devrait cesser d'être valable dans l'un quelconque des cas suivants :

- .1 si les visites pertinentes ne sont pas achevées dans les délais spécifiés au paragraphe 1.5.2;
- .2 si les visas prévus aux paragraphes 1.5.2.1.3 ou 1.5.2.1.4 n'ont pas été apposés sur le certificat;
- .3 si un navire passe sous le pavillon d'un autre Etat. Un nouveau certificat ne devrait être délivré que si le gouvernement délivrant le nouveau certificat a la certitude que le navire satisfait aux prescriptions des paragraphes 1.5.3.1 et 1.5.3.2. Dans le cas d'un transfert du pavillon entre gouvernements qui sont à la fois Gouvernements contractants à la Convention SOLAS de 1974 et Parties à MARPOL 73/78, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, le gouvernement de l'Etat dont le navire était autorisé précédemment à battre pavillon devrait adresser dès que possible à l'Administration des copies du certificat dont le navire était pourvu avant le transfert, ainsi que des copies des rapports de visite, le cas échéant."

Appendice

MODELE DE CERTIFICAT INTERNATIONAL D'APTITUDE AU TRANSPORT
DE PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC

Remplacer le modèle de certificat actuel par le modèle ci-après :

"CERTIFICAT INTERNATIONAL D'APTITUDE AU TRANSPORT
DE PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC

(Cachet officiel)

Délivré en vertu des dispositions du

RECUEIL INTERNATIONAL DE REGLES RELATIVES A LA
CONSTRUCTION ET A L'EQUIPEMENT DES NAVIRES
TRANSPORTANT DES PRODUITS CHIMIQUES
DANGEREUX EN VRAC

(résolutions MSC.4(48) et MEPC.19(22), telles que
modifiées par les résolutions MSC.16(58) et
MEPC.40(29))

sous l'autorité du Gouvernement

.....
(nom officiel complet du pays)

par
(titre officiel complet de la personne compétente ou de l'organisme
reconnu par l'Administration)

Caractéristiques du navire 1/

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute
Type de navire (paragraphe 2.1.2 du Recueil).....
Numéro OMI 2/

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou (dans le cas d'un navire transformé) date à laquelle la transformation en navire-citerne pour produits chimiques a commencé
Le navire satisfait en outre pleinement aux dispositions des amendements suivants au Recueil :
Le navire est exempté de l'application des dispositions suivantes du Recueil :

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 que le navire a été visité conformément aux dispositions de la section 1.5 du Recueil;
- 2 qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que la construction et le matériel d'armement du navire ainsi que leur état étaient satisfaisants à tous égards et que le navire était conforme aux dispositions pertinentes du Recueil;
- 3 que le navire est un navire incinérateur qui satisfait également aux prescriptions supplémentaires et modifiées du chapitre 19 ^{3/} du Recueil;
- 4 que le navire est muni du manuel prévu dans les Normes relatives aux méthodes et dispositifs de rejet qui sont prescrites par les règles 5, 5A et 8 de l'Annexe II de MARPOL 73/78, et que les aménagements et l'équipement du navire qui sont prescrits dans le manuel sont en tous points satisfaisants et sont conformes aux prescriptions applicables desdites normes;
- 5 que le navire est apte à transporter en vrac les produits suivants, s'il est satisfait à toutes les règles d'exploitation pertinentes du Recueil :

Produits	Conditions du transport (numéros des citernes, etc.)
Suite sur la feuille No 1 ci-jointe. ^{3/} Les numéros des citernes visés dans la présente liste correspondent à ceux indiqués sur la feuille No 2 ci-jointe.	

Notes sur la manière de remplir le certificat :

- 1 Le certificat ne peut être délivré qu'aux navires autorisés à battre le pavillon d'Etats qui sont à la fois Gouvernements contractants à la Convention SOLAS de 1974 et Parties à MARPOL 73/78.
- 2 Type de navire : les indications doivent se rapporter à toutes les recommandations pertinentes; par exemple, la mention "type 2" devrait désigner un navire conforme à tous égards aux dispositions du Recueil relatives au type 2.
- 3 Produits : seuls devraient être mentionnés les produits énumérés dans la liste du chapitre 17 du Recueil et les produits dont les conditions de transport ont été définies par l'Administration conformément au paragraphe 1.1.3 du Recueil. Pour cette dernière catégorie de produits "nouveaux", il conviendrait de noter toutes prescriptions spéciales stipulées à titre provisoire. Il convient de noter que, pour les navires incinérateurs, il faut porter la mention "déchets chimiques liquides" au lieu du nom des différents produits.
- 4 Produits : la liste des produits que le navire peut transporter devrait inclure les substances liquides nocives de la catégorie D qui n'entrent pas dans le champ d'application du Recueil et qui devraient être identifiées comme étant des substances de la catégorie D relevant du chapitre 18 du Recueil.
- 5 Conditions du transport : il conviendrait d'indiquer également les conditions limites imposées au transport des substances des catégories B ou C aux termes de la section 16A.2 du Recueil.

Visite annuelle/intermédiaire effectuée conformément au paragraphe 1.5.6.8.3

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite annuelle/intermédiaire^{3/} effectuée conformément au paragraphe 1.5.6.8.3 du Recueil, il a été constaté que le navire satisfaisait aux dispositions pertinentes du Recueil.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application du paragraphe 1.5.6.3

Le navire satisfait aux dispositions pertinentes du Recueil et le présent certificat devrait, conformément au paragraphe 1.5.6.3 du Recueil, être accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application du paragraphe 1.5.6.4

Le navire satisfait aux dispositions pertinentes du Recueil et le présent certificat devrait, conformément au paragraphe 1.5.6.4 du Recueil, être accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application des paragraphes 1.5.6.5/1.5.6.6.

Le présent certificat devrait, conformément aux paragraphes 1.5.6.5/1.5.6.6 3/ du Recueil, être accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application du
paragraphe 1.5.6.8

Conformément au paragraphe 1.5.6.8 du Recueil, la nouvelle date anniversaire
est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément au paragraphe 1.5.6.8 du Recueil, la nouvelle date anniversaire
est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

-
- 1/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées
horizontalement dans des cases.
 - 2/ Conformément à la résolution A.600(15) intitulée "Système de numéros OMI
d'identification des navires", ce renseignement peut être indiqué à titre
facultatif.
 - 3/ Rayer les mentions inutiles.
 - 4/ Au lieu d'être incorporé dans le certificat, ce texte pourrait aussi lui
être annexé, à condition d'être dûment signé et revêtu d'un tampon.
 - 5/ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément au
paragraphe 1.5.6.1 du Recueil. Le jour et le mois correspondent à la date
anniversaire telle que définie au paragraphe 1.3.2.3 du Recueil, sauf si
cette dernière est modifiée en application du paragraphe 1.5.6.8 du
Recueil.

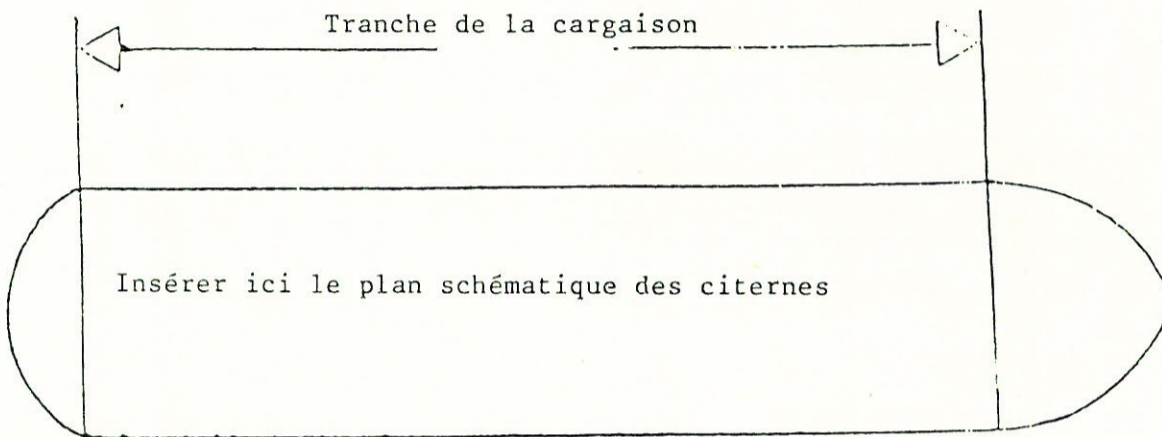
FEUILLE No 2 JOINTE

AU CERTIFICAT INTERNATIONAL D'APTITUDE AU TRANSPORT
DE PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC

PLAN DES CITERNES (spécimen)

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs



Date
(Identique à celle du certificat)

.....
(Signature de l'agent et/ou cachet
ou tampon de l'autorité délivrant
le certificat)"

РЕЗОЛЮЦИЯ MSC.16(58)

принята 24 мая 1990 года

ОДОБРЕНИЕ ПОПРАВОК К МЕЖДУНАРОДНОМУ КОДЕКСУ
ПОСТРОЙКИ И ОБОРУДОВАНИЯ СУДОВ, ПЕРЕВОЗЯЩИХ ОПАСНЫЕ
ХИМИЧЕСКИЕ ГРУЗЫ НАЛИВОМ (КОДЕКС МКХ)

(Гармонизированная система освидетельствования
и оформления свидетельств)

КОМИТЕТ ПО БЕЗОПАСНОСТИ НА МОРЕ,

ССЫЛАЯСЬ на статью 28*b* Конвенции о Международной морской организации, касающуюся функций Комитета,

ССЫЛАЯСЬ ТАКЖЕ на резолюцию MSC.4(48), которой Комитет одобрил Международный кодекс постройки и оборудования судов, перевозящих опасные химические грузы наливом (Кодекс МКХ),

ОТМЕЧАЯ часть В главы VII Международной конвенции по охране человеческой жизни на море 1974 года (Конвенция СОЛАС 1974 года) с поправками, благодаря которой поправки к Кодексу МКХ должны быть приняты, вступить в силу и действовать в соответствии со статьей VIII настоящей Конвенции,

ОТМЕЧАЯ ДАЛЕЕ резолюцию 10 Международной конференции по безопасности танкеров и предотвращению загрязнения 1978 года и резолюцию 4 Международной конференции по гармонизированной системе освидетельствования и оформления свидетельств 1988 года, которые рекомендовали ИМО предпринять необходимые действия для введения гармонизированной системы освидетельствования и оформления свидетельств в различные конвенции и кодексы,

ПРИНИМАЯ резолюцию МЕРС.40(29), которой Комитет по защите морской среды одобрил поправки к Кодексу МКХ, вводящие гармонизированную систему освидетельствования и оформления свидетельств для целей Международной конвенции по предотвращению загрязнения 1973 года, измененной относящимся к ней Протоколом 1978 года (Конвенция МАРПОЛ 73/78),

РАССМОТРЕВ на своей пятьдесят восьмой сессии поправки к Кодексу МКХ, предложенные и разосланные в соответствии со статьей VIII*b*(*i*) Конвенции СОЛАС 1974 года,

1. ОДОБРЯЕТ в соответствии со статьей VIII*b*(*IV*) Конвенции СОЛАС 1974 года поправки к Кодексу МКХ, текст которых изложен в приложении к настоящей резолюции;

2. ПРОСИТ Генерального секретаря в соответствии со статьей VIIIb(IV) Конвенции СОЛАС 1974 года передать всем Договаривающимся правительствам Конвенции заверенные копии настоящей резолюции и текста поправок, содержащегося в приложении;
3. ПОСТАНОВЛЯЕТ в соответствии со статьей VIIIb(VI)2(bb) Конвенции 1974 года, что поправки считаются принятыми по истечении шести месяцев в дату, когда условия для вступления в силу как Протокола 1988 года к Конвенции СОЛАС, так и Протокола 1988 года к Конвенции о грузовой марке выполнены, при условии, что дата принятия не будет ранее 1 августа 1991 года, если до этой даты Организация не получит сообщения о возражениях, как предусмотрено в статье VIIIb(VII) 2;
4. ПРЕДЛАГАЕТ Договаривающимся правительствам принять к сведению, что в соответствии со статьей VIIIb(VI)2 Конвенции СОЛАС 1974 года, поправки вступают в силу через шесть месяцев после их принятия в соответствии с предшествующим пунктом;
5. ПРОСИТ Генерального секретаря информировать все Договаривающиеся правительства, когда будут выполнены условия для вступления в силу как Протокола 1988 года к Конвенции СОЛАС, так и Протокола 1988 года к Конвенции о грузовой марке, а также в соответствии со статьей VIIIg Конвенции СОЛАС 1974 года, когда поправки к Кодексу МКХ, содержащиеся в приложении к настоящей резолюции, вступят в силу;
6. ПРОСИТ ДАЛЕЕ Генерального секретаря передать членам Организации, которые не являются Договаривающимися правительствами Конвенции СОЛАС 1974 года копии резолюции и ее приложения, и информировать их о вступлении в силу поправок.

ПРИЛОЖЕНИЕ

ПОПРАВКИ К МЕЖДУНАРОДНОМУ КОДЕКСУ ПОСТРОЙКИ
И ОБОРУДОВАНИЯ СУДОВ, ПЕРЕВОЗЯЩИХ ОПАСНЫЕ
ХИМИЧЕСКИЕ ГРУЗЫ НАЛИВОМ (КОДЕКС МКХ)

1.3 Определения

Добавляется новое определение следующего содержания:

"1.3.2.3 "Ежегодная дата" означает день и месяц каждого года, которые будут соответствовать дате истечения срока действия Международного свидетельства о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом".

1.5 Освидетельствование и выдача свидетельств

Существующий текст раздела 1.5 заменяется следующим:

"1.5.1 Процедура освидетельствования

1.5.1.1 Освидетельствование судов, поскольку это касается проведения в жизнь положений и правил, а также освобождения от их выполнения, должно осуществляться должностными лицами Администрации. Администрация, однако, может поручить освидетельствование назначенным для этой цели инспекторам или признанным ею организациям.

1.5.1.2 Администрация, назначающая инспекторов или признающая организации для проведения освидетельствований, должна уполномочивать назначенного инспектора или признанную организацию, как минимум:

- .1 требовать ремонта судна; и
- .2 проводить освидетельствования по распоряжению соответствующих властей государства порта.

Администрация должна уведомить Организацию о конкретных обязанностях и условиях полномочий, предоставляемых назначенным инспекторам или признанным организациям, для распространения среди Договаривающихся правительств.

1.5.1.3 Если назначенный инспектор или признанная организация устанавливает, что состояние судна или его оборудование существенно не соответствует данным, которые содержатся в Международном свидетельстве о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом, или их состояние таково, что судно не пригодно для выхода в море без опасности для судна или людей, находящихся на борту, то такой инспектор или организация должны немедленно обеспечить принятие мер по устранению недостатков и должным образом уведомить Администрацию. Если меры по устранению недостатков не приняты, то Свидетельство должно быть изъято и Администрация должна быть немедленно уведомлена, а если судно находится в порту другого Договариваю-

щегося правительства, то должны быть немедленно уведомлены соответствующие власти государства порта. Если должностное лицо Администрации, назначенный инспектор или признанная организация уведомили соответствующие власти государства порта, то Правительство заинтересованного государства порта должно предоставить любую необходимую помощь такому должностному лицу, инспектору или организации в выполнении их обязанностей согласно настоящему пункту. Когда это применимо, Правительство заинтересованного государства порта должно принять меры, обеспечивающие, чтобы судно не вышло в плавание до тех пор, пока оно не сможет выйти в море или покинуть порт для перехода к соответствующему ближайшему судоремонтному заводу без опасности для судна или людей, находящихся на борту, или не представляя чрезмерной угрозы морской среде.

1.5.1.4 В каждом случае Администрация должна гарантировать полноту и тщательность освидетельствования и должна принять на себя обеспечение необходимых мер для выполнения этого обязательства.

1.5.2 Требования по освидетельствованию

1.5.2.1 Конструкция, оборудование, устройства, приспособления и материалы (иные, чем те, в отношении которых выданы Свидетельство о безопасности грузового судна по конструкции, Свидетельство о безопасности грузового судна по оборудованию и снабжению, Свидетельство о безопасности грузового судна по радиооборудованию или Свидетельство о безопасности грузового судна) танкера-химовоза подлежат следующим освидетельствованиям:

- .1 первоначальному освидетельствованию перед вводом судна в эксплуатацию или перед выдачей первого Международного свидетельства о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом; такое освидетельствование должно включать полный осмотр его конструкции, оборудования, устройств, приспособлений и материалов в той степени, в которой на судно распространяются требования Кодекса. Это освидетельствование должно давать возможность убедиться в том, что конструкция, оборудование, устройства, приспособления и материалы полностью отвечают применимым к ним положениям Кодекса;
- .2 освидетельствованию для возобновления свидетельства через промежутки времени, установленные Администрацией, но не превышающие пяти лет, за исключением случаев, когда применяются пункты 1.5.6.2.2, 1.5.6.5, 1.5.6.6 или 1.5.6.7. Освидетельствование для возобновления свидетельства должно давать возможность убедиться в том, что конструкция, оборудование, устройства, приспособления и материалы полностью отвечают применимым к ним положениям Кодекса;
- .3 промежуточному освидетельствованию в пределах трех месяцев до или после второй ежегодной даты или в пределах трех месяцев до или после третьей ежегодной даты Свидетельства, которое проводится вместо одного из ежегодных

освидетельствований, указанных в 1.5.2.1.4. Промежуточное освидетельствование должно давать возможность убедиться в том, что оборудование, обеспечивающее безопасность, и прочее оборудование, а также связанные с ним насосы и системы трубопроводов полностью отвечают применимым положениям Кодекса и находятся в хорошем рабочем состоянии. Запись о таких промежуточных освидетельствованиях должна быть внесена в Свидетельство, выданное согласно 1.5.4 и 1.5.5;

.4 ежегодному освидетельствованию в пределах трех месяцев до или после каждой ежегодной даты свидетельства, включая общую проверку конструкции, оборудования, устройств, приспособлений или материалов, упомянутых в 1.5.2.1.1, чтобы удостовериться, что они содержатся в соответствии с 1.5.3 и что они продолжают удовлетворять условиям эксплуатации, для которых судно предназначено. Запись о таких ежегодных освидетельствованиях должна быть внесена в свидетельство, выданное согласно 1.5.4 или 1.5.5;

.5 дополнительному общему или частичному освидетельствованию, в зависимости от обстоятельств, которое должно производиться, если это необходимо, после обследования, предписанного в 1.5.3.3, или каждый раз, когда производится какой-либо серьезный ремонт или замена. Такое освидетельствование должно дать возможность убедиться в том, что необходимый ремонт или замена были произведены качественно, что материал и выполнение такого ремонта или замены удовлетворительны и что судно пригодно для выхода в море без опасности для судна или людей, находящихся на борту, или не представляя чрезмерной угрозы морской среде.

1.5.3 Поддержание судна в надлежащем состоянии после освидетельствования

1.5.3.1 Судно и его оборудование должны поддерживаться в состоянии, отвечающем положениям Кодекса и гарантирующем, что судно является пригодным для выхода в море без опасности для судна или людей, находящихся на борту, или не представляя чрезмерной угрозы морской среде.

1.5.3.2 После завершения любого освидетельствования судна в соответствии с 1.5.2 без разрешения Администрации не должно производиться никаких изменений в конструкции, оборудовании, приспособлениях, устройствах и материалах, подвергшихся освидетельствованию, за исключением прямой их замены.

1.5.3.3 Каждый раз, когда случается авария судна или на нем обнаруживается неисправность, которая существенно влияет на безопасность судна, эффективность или комплектность его спасательных средств либо другого оборудования, на которое распространяется Кодекс, капитан или владелец судна должны при первой же возможности сообщить об этом Администрации, назначенному инспектору или признанной организации, ответственным за выдачу свидетельства, которые должны поручить провести

обследование, чтобы определить, является ли необходимым освидетельствование согласно требованиям 1.5.2.1.5. Если судно находится в порту другого Договаривающегося правительства, то капитан или владелец судна должны также немедленно сообщить об этом соответствующим властям государства порта, и назначенный инспектор или признанная организация должны убедиться, что такое сообщение сделано.

1.5.4 Выдача Международного свидетельства о пригодности

1.5.4.1 Свидетельство, называемое Международным свидетельством о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом, должно выдаваться танкеру-химовозу, выполняющему международные рейсы, после первоначального освидетельствования или освидетельствования для возобновления свидетельства, если он отвечает соответствующим положениям Кодекса.

1.5.4.2 Международное свидетельство о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом должно составляться по форме, соответствующей образцу, приведенному в дополнении. Если используемый язык не является английским или французским, текст должен включать перевод на один из этих языков.

1.5.4.3 Свидетельство, выданное в соответствии с положениями настоящего раздела, должно постоянно находиться на борту судна и быть доступным для инспектирования.

1.5.4.4 Независимо от любых других положений поправок к настоящему Кодексу, одобренных Комитетом по защите морской среды (МЕРС) Резолюцией МЕРС.40(29) и Комитетом по безопасности на море (КБМ) Резолюцией MSC.16(58), любое Международное свидетельство о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом, которое действует, когда эти поправки вступают в силу, должно оставаться действительным до истечения срока его действия согласно условиям настоящего Кодекса до вступления в силу поправок.

1.5.5 Выдача или подтверждение Международного свидетельства о пригодности другим Правительством

1.5.5.1 Правительство, которое является как Договаривающимся правительством Конвенции СОЛАС 1974 года, так и Стороной МАРПОЛа 73/78, может по просьбе другого такого Правительства поручить освидетельствовать судно, имеющее право плавать под флагом другого государства, и, удостоверившись, что судно отвечает положениям Кодекса, может выдать или уполномочить выдать судну Международное свидетельство о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом, а в соответствующих случаях может подтвердить и уполномочить подтвердить Свидетельство, имеющееся на борту судна в соответствии с Кодексом. Любое выданное таким образом Свидетельство должно содержать запись о том, что оно выдано по просьбе Правительства государства, под флагом которого судно имеет право плавать.

1.5.6 Срок действия и действительность Международного свидетельства о пригодности

1.5.6.1 Международное свидетельство о пригодности судна для перевозки опасных химических грузов наливом выдается на срок, установленный Администрацией, который не должен превышать пяти лет.

1.5.6.2.1 Независимо от положений 1.5.6.1, когда освидетельствование для возобновления свидетельства завершено в пределах трех месяцев до даты истечения срока действия существующего Свидетельства, новое Свидетельство должно быть действительным с даты проведения освидетельствования для возобновления Свидетельства до даты, не превышающей пяти лет с даты истечения срока действия существующего Свидетельства.

1.5.6.2.2 Когда освидетельствование для возобновления свидетельства завершено после истечения срока действия существующего Свидетельства, новое Свидетельство должно быть действительным с даты проведения освидетельствования для возобновления свидетельства до даты, не превышающей пяти лет с даты истечения срока действия существующего Свидетельства.

1.5.6.2.3 Когда освидетельствование для возобновления свидетельства завершено более чем за три месяца до истечения срока действия существующего Свидетельства, новое Свидетельство должно быть действительным с даты проведения освидетельствования для возобновления свидетельства до даты, не превышающей пяти лет с даты проведения освидетельствования для возобновления свидетельства.

1.5.6.3 Если Свидетельство выдается на срок менее пяти лет, Администрация может продлить действие Свидетельства с даты истечения срока действия до максимального срока, установленного в 1.5.6.1, при условии, что проведены соответствующие освидетельствования, упомянутые в 1.5.2.1.3 и 1.5.2.1.4, применяемые, когда Свидетельство выдается на пятилетний период.

1.5.6.4 Если освидетельствование для возобновления свидетельства было закончено, а новое Свидетельство не может быть выдано или передано на судно до даты истечения срока действия существующего Свидетельства, то лицо или организация, уполномоченные Администрацией, могут подтвердить существующее Свидетельство, и такое Свидетельство должно признаваться действительным на дальнейший срок, который не должен превышать пяти месяцев с даты истечения указанного в нем срока действия.

1.5.6.5 Если в момент истечения срока действия Свидетельства судно не находится в порту, в котором оно должно быть освидетельствовано, Администрация может продлить срок действия Свидетельства, но такое продление предоставляется только для того, чтобы дать возможность судну закончить свой рейс в порту, в котором оно должно быть освидетельствовано, и только в тех случаях, когда такое продление окажется необходимым и целесообразным. Никакое Свидетельство не должно продлеваться на срок, превышающий три месяца, и судно, которому предоставляется такое продление, не имеет права по прибытии в порт, в котором оно должно быть освидетельствовано, покинуть этот порт в силу

этого продления без нового Свидетельства. Когда закончено освидетельствование для возобновления свидетельства, новое Свидетельство действительно до даты, не превышающей пяти лет с даты истечения срока действия существующего Свидетельства, установленной до предоставления продления.

1.5.6.6 Свидетельство, выданное судну, совершающему короткие рейсы, которое не было продлено в соответствии с вышеупомянутыми положениями настоящего раздела, может быть продлено Администрацией на льготный срок до одного месяца с даты истечения указанного в нем срока действия. Когда закончено освидетельствование для возобновления свидетельства, новое Свидетельство должно быть действительным до даты, не превышающей пяти лет с даты истечения срока действия существующего Свидетельства, установленной до предоставления продления.

1.5.6.7 В особых случаях, определенных Администрацией, новое Свидетельство может не выдаваться с даты истечения срока действия существующего Свидетельства, как требуется пунктами 1.5.6.2.2, 1.5.6.5 или 1.5.6.6. В этих особых случаях новое Свидетельство должно быть действительным до даты, не превышающей пяти лет с даты окончания освидетельствования для возобновления свидетельства.

1.5.6.8 Если ежегодное или промежуточное освидетельствование закончено до срока, установленного в 1.5.2, то:

- .1 ежегодная дата, указанная в Свидетельстве, должна быть изменена внесением записи на дату, которая должна быть не позднее трех месяцев после даты, на которую было закончено освидетельствование;
- .2 последующее ежегодное или промежуточное освидетельствование, требуемое в 1.5.2, должно быть закончено в периоды, предписываемые этим разделом, используя новую ежегодную дату;
- .3 дата истечения срока действия Свидетельства может оставаться без изменений при условии, что одно или более ежегодных или промежуточных освидетельствований, в зависимости от случая, проводятся так, чтобы не были превышены максимальные периоды между освидетельствованиями, предписанными разделом 1.5.2.

1.5.6.9 Свидетельство, выданное согласно 1.5.4 или 1.5.5, должно терять силу в любом из следующих случаев:

- .1 если соответствующие освидетельствования не закончены в сроки, указанные в 1.5.2;
- .2 если Свидетельство не подтверждено в соответствии с 1.5.2.1.3 или 1.5.2.1.4;
- .3 при передаче судна под флаг другого государства. Новое Свидетельство должно выдаваться только тогда, когда Правительство, выдающее новое Свидетельство, полностью удовлетворено тем, что судно соответствует требованиям 1.5.3.1

и 1.5.3.2. В случае передачи судна между Правительствами, являющимися как Договаривающимся правительством Конвенции СОЛАС 1974 года, так и Стороной Конвенции МАРПОЛ 73/78, если в пределах трех месяцев после передачи будет сделан запрос, Правительство государства, под флагом которого это судно ранее имело право плавать, в возможно короткий срок передает Администрации копии Свидетельства, имевшегося на судне до его передачи, и, если имеются, - копии соответствующих актов об освидетельствовании".

ДОПОЛНЕНИЕ

ОБРАЗЕЦ ФОРМЫ МЕЖДУНАРОДНОГО СВИДЕТЕЛЬСТВА О ПРИГОДНОСТИ СУДНА
ДЛЯ ПЕРЕВОЗКИ ОПАСНЫХ ХИМИЧЕСКИХ ГРУЗОВ НАЛИВОМ

Существующий образец формы Свидетельства заменяется следующим:

"МЕЖДУНАРОДНОЕ СВИДЕТЕЛЬСТВО
О ПРИГОДНОСТИ СУДНА ДЛЯ ПЕРЕВОЗКИ
ОПАСНЫХ ХИМИЧЕСКИХ ГРУЗОВ НАЛИВОМ

(Герб страны)

Выдано в соответствии с положениями

МЕЖДУНАРОДНОГО КОДЕКСА ПОСТРОЙКИ И ОБОРУДОВАНИЯ СУДОВ,
ПЕРЕВОЗЯЩИХ ОПАСНЫЕ ХИМИЧЕСКИЕ ГРУЗЫ НАЛИВОМ

(резолюция MSC.4(48) и МЕРС.19(22) с поправками,
внесенными резолюциями MSC.16(58) и МЕРС.40(29)

По уполномочию Правительства

(Полное официальное название страны)

*(Полное официальное наименование компетентного лица)
или организации, признанной Администрацией)*

Сведения о судне^{1/}

Название судна
Регистровый номер или позывной
сигнал
Порт приписки
Валовая вместимость
Тип судна (пункт 2.1.2 Кодекса)
Номер ИМО ^{2/}

Дата закладки килля или дата, на которую судно находилось в подобной стадии постройки, или (в случае переоборудованного судна) дата начала переоборудования в танкер-химовоз

Судно полностью отвечает также следующим поправкам к Кодексу:
.....
.....

Судно освобождается от выполнения следующих положений Кодекса:
.....
.....

НАСТОЯЩИМ УДОСТОВЕРЯЕТСЯ, ЧТО:

- 1 Судно освидетельствовано в соответствии с положениями раздела 1.5 Кодекса.
- 2 Освидетельствованием установлено, что конструкция и оборудование судна во всех отношениях удовлетворительны и что судно отвечает соответствующим положениям Кодекса.
- 3 Судно является судном, предназначенным для сжигания отходов, отвечающим также дополнительным и измененным требованиям главы 19 Кодекса^{3/}
- 4 На судне имеется руководство в соответствии с нормами методов и устройств, предусмотренных правилами 5, 5А и 8 Приложения II к Конвенции МАРПОЛ 73/78, и что устройства и оборудование судна, предписанные в руководстве, во всех отношениях удовлетворительны и отвечают применимым требованиям указанных норм.
- 5 Судно пригодно для перевозки наливом следующих продуктов при условии соблюдения соответствующих эксплуатационных положений Кодекса.

Продукты	Условия перевозки (номера емкостей и т.д.)
Продолжение в приложении 1.3/ Номера грузовых емкостей, упомянутые в настоящем перечне, указываются в приложении 2.	

6 В соответствии с 1.4/2.8.2^{3/} положения Кодекса в отношении судна изменены следующим образом:

.....

7 Загрузка судна должна производиться:

- .1 в соответствии с условиями погрузки, указанными в одобренном наставлении по погрузке, имеющем печать и дату и подписанные ответственным должностным лицом Администрации или организации, признанной Администрацией;^{3/}
- .2 в соответствии с ограничениями при погрузке, указанными дополнительно в настоящем Свидетельстве.^{3/}

Если требуется произвести загрузку судна не в соответствии с вышеуказанными наставлениями, то необходимые расчеты, разъясняющие предлагаемые условия погрузки, должны направляться Администрации, выдавшей Свидетельство, которая может разрешить в письменном виде принятие предлагаемых условий погрузки.^{4/}

Настоящее Свидетельство действительно до при условии проведения освидетельствования в соответствии с 1.5 Кодекса

Выдано

(Место выдачи Свидетельства)

.....

(Дата выдачи)

(Подпись уполномоченного должностного лица, выдавшего Свидетельство)

(Печать или штамп полномочной организации)

Примечания к заполнению Свидетельства

- 1 Свидетельство может выдаваться только судну, имеющему право плавать под флагом государств, которые являются как Договаривающимся правительством Конвенции СОЛАС 1974 года, так и Стороной Конвенции МАРПОЛ 73/78.
- 2 Тип судна: любая запись должна относиться ко всем соответствующим рекомендациям, например: запись "тип 2" должна означать тип 2 во всех отношениях, предписанных Кодексом.
- 3 Продукты: должны быть указаны продукты, которые перечислены в главе 17 Кодекса или которые были расценены Администрацией в соответствии с 1.1.3 Кодекса. В отношении последних "новых" продуктов следует учитывать любые особые требования, предписанные временно. Необходимо отметить, что для

сжигания отходов, следует внести "жидкие отходы химических веществ" вместо названий отдельных продуктов.

- 4 Продукты: перечень продуктов, которые пригодно перевозить судно, должен включать вредные жидкие вещества категории D, на которые не распространяется Кодекс, и должен определяться как "категория D главы 18".
- 5 Условия перевозки: должны также указываться ограничения при перевозке веществ категории B или категории C согласно 16A.2 Кодекса.

Ежегодное/промежуточное освидетельствование в соответствии с 1.5.6.8.3

НАСТОЯЩИМ УДОСТОВЕРЯЕТСЯ, что при ежегодном/промежуточном^{3/} освидетельствовании в соответствии с 1.5.6.8.3 Кодекса установлено, что судно отвечает соответствующим положениям Кодекса.

Подписано
(Подпись уполномоченного
должностного лица)

Место

Дата

(Печать или штамп полномочной организации)

Подтверждение продления Свидетельства, если срок его действия менее 5 лет, в случае применения 1.5.6.3

Судно отвечает соответствующим положениям Кодекса, и настоящее Свидетельство в соответствии с 1.5.6.3 Кодекса признается действительным до

Подписано
(Подпись уполномоченного
должностного лица)

Место

Дата

(Печать или штамп полномочной организации)

Подтверждение в случае проведения освидетельствования для возобновления свидетельства и применения 1.5.6.4

Судно отвечает соответствующим положениям Кодекса, и настоящее Свидетельство в соответствии с 1.5.6.4 Кодекса признается действительным до

Подписано
(Подпись уполномоченного
должностного лица)

Место

Дата

(Печать или штамп полномочной организации)

Подтверждение продления срока действия свидетельства до прибытия в порт освидетельствования или на льготной период в случае применения 1.5.6.5 или 1.5.6.6

Настоящее Свидетельство в соответствии с 1.5.6.5/1.5.6.6^{3/} Кодекса признается действительным до

Подписано
(Подпись уполномоченного
должностного лица).
Место
Дата

(Печать или штамп полномочной организации)

Подтверждение переноса ежегодной даты в случае применения 1.5.6.8

В соответствии с 1.5.6.8 Кодекса новой ежегодной датой является

Подписано
(Подпись уполномоченного
должностного лица)
Место
Дата

(Печать или штамп полномочной организации)

В соответствии с 1.5.6.8 Кодекса новой ежегодной датой является

Подписано
(Подпись уполномоченного
должностного лица)
Место
Дата

(Печать или штамп полномочной организации)

-
- 1/ По выбору, сведения о судне могут быть помещены в таблицу.
 - 2/ В соответствии с резолюцией А.600(15) – Система опознавательных номеров ИМО, эта информация может быть включена на добровольной основе.
 - 3/ Ненужное зачеркнуть.
 - 4/ Вместо того, чтобы быть включенным в текст Свидетельства, данный текст, если он подписан и имеет печать, может быть приложен к Свидетельству.
 - 5/ Внести дату истечения срока действия, установленную Администрацией в соответствии с 1.5.6.1 Кодекса. День и месяц этой даты соответствуют ежегодной дате, определенной в 1.3.2.3 Кодекса, если не внесены поправки в соответствии с 1.5.6.8 Кодекса.

ПРИЛОЖЕНИЕ 1

К МЕЖДУНАРОДНОМУ СВИДЕТЕЛЬСТВУ О ПРИГОДНОСТИ СУДНА
ДЛЯ ПЕРЕВОЗКИ ОПАСНЫХ ХИМИЧЕСКИХ ГРУЗОВ НАЛИВОМ

Продолжение перечня продуктов, указанных в разделе 5, и условий их перевозки:

Продукты	Условия перевозки (номера емкостей и т.д.)

Дата
(Такая же, как на
Свидетельстве)

.....
(Подпись должностного лица, выдавшего
Свидетельство, и/или печать или штамп
организации, выдавшей Свидетельство)

ПРИЛОЖЕНИЕ 2

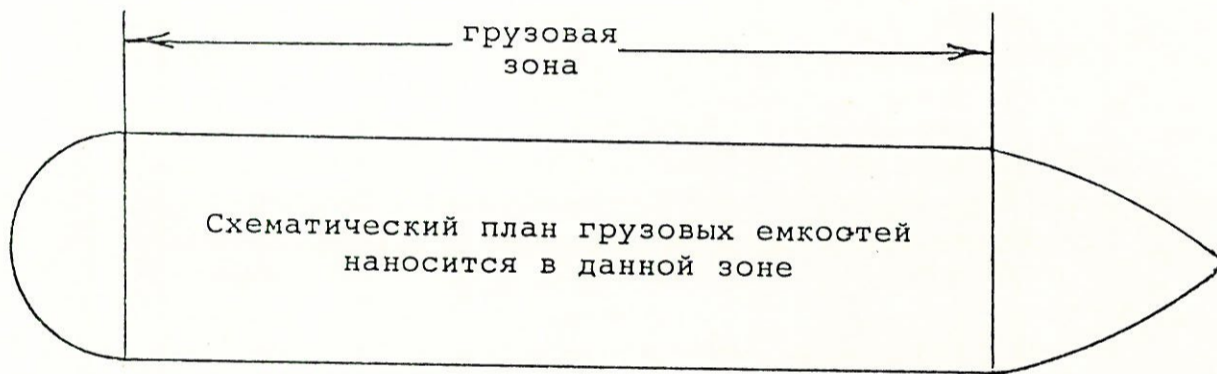
К МЕЖДУНАРОДНОМУ СВИДЕТЕЛЬСТВУ О ПРИГОДНОСТИ СУДНА
ДЛЯ ПЕРЕВОЗКИ ОПАСНЫХ ХИМИЧЕСКИХ ГРУЗОВ НАЛИВОМ

(Образец)

ПЛАН ГРУЗОВЫХ ЕМКостей

Название судна

Регистровый номер или позывной сигнал



Дата

(Такая же, как на
Свидетельстве)

.....

(Подпись должностного лица, выдавшего
Свидетельство, и/или печать или штамп
организации, выдавшей Свидетельство)

RESOLUCION MSC.16(58)

aprobada el 24 de mayo de 1990

APROBACION DE ENMIENDAS AL CODIGO INTERNACIONAL PARA LA CONSTRUCCION Y EL EQUIPO DE BUQUES QUE TRANSPORTEN PRODUCTOS QUIMICOS PELIGROSOS A GRANDEL (CODIGO CIQ)

(Sistema armonizado de reconocimientos y certificación)

EL COMITE DE SEGURIDAD MARITIMA,

RECORDANDO el artículo 28 b) del Convenio constitutivo de la Organización Marítima Internacional, artículo que trata de las funciones del Comité,

RECORDANDO ASIMISMO la resolución MSC.4(48) por la que el Comité aprobó el Código internacional para la construcción y el equipo de buques que transporten productos químicos peligrosos a granel (Código CIQ),

TOMANDO NOTA de la parte B del capítulo VII del Convenio internacional para la seguridad de la vida humana en el mar, 1974 (SOLAS 1974), en su forma enmendada, según la cual las enmiendas al Código CIQ serán aprobadas, puestas en vigor y llevadas a efecto de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII de dicho Convenio;

TOMANDO NOTA ADEMAS de la resolución 10 de la Conferencia internacional sobre seguridad de los buques tanque y prevención de la contaminación, 1978, y la resolución 4 de la Conferencia internacional sobre el sistema armonizado de reconocimientos y certificación, 1988, en las que se recomienda a la OMI que tome las medidas necesarias para introducir un sistema armonizado de reconocimientos y certificación en diversos convenios y códigos,

RECORDANDO la resolución MEPC.40(29), por la que el Comité de Protección del Medio Marino aprobó enmiendas al Código CIQ que introducen el sistema armonizado de reconocimientos y certificación a efectos del Convenio internacional para prevenir la contaminación por los buques, 1973, en su forma modificada por el correspondiente Protocolo de 1978 (MARPOL 73/78),

HABIENDO EXAMINADO en su 58° periodo de sesiones las enmiendas al Código CIQ propuestas y distribuidas de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII b) i) del SOLAS 1974,

1. APRUEBA, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII b) iv) del SOLAS 1974, las enmiendas al Código CIQ cuyo texto figura en el anexo de la presente resolución;
2. PIDE al Secretario General que, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII b) v) del SOLAS 1974, envíe copias certificadas de la presente resolución y del texto de las enmiendas que figura en el anexo a todos los Gobiernos Contratantes del Convenio;
3. DECIDE, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII b) vi) 2) bb) del SOLAS 1974, que las enmiendas se considerarán aceptadas seis meses después de la fecha en que se cumplan las condiciones para la entrada en vigor tanto

del Protocolo de 1988 relativo al SOLAS como del Protocolo de 1988 relativo al Convenio de líneas de carga, siempre que la fecha de aceptación no sea anterior al 1 de agosto de 1991, a menos que antes de esa fecha se haya notificado a la Organización que se rechazan las enmiendas, según estipula el artículo VIII b) vi) 2);

4. INVITA a los Gobiernos Contratantes a que tomen nota de que, con arreglo a lo dispuesto en el artículo VIII b) vii) 2) del SOLAS 1974, las enmiendas entrarán en vigor seis meses después de que hayan sido aceptadas de conformidad con lo dispuesto en el párrafo precedente;

5. PIDE al Secretario General que informe a todos los Gobiernos Contratantes de la fecha en que se cumplan las condiciones para la entrada en vigor tanto del Protocolo de 1988 relativo al SOLAS como del Protocolo de 1988 relativo al Convenio de líneas de carga y, de conformidad con el artículo VIII g) del SOLAS 1974, de la fecha en que las enmiendas al Código CIQ que figuran en el anexo de la presente resolución entrarán en vigor;

6. PIDE ADEMÁS al Secretario General que envíe copias de la resolución y de su anexo a los Miembros de la Organización que no sean Gobiernos Contratantes del Convenio SOLAS 1974 y les informe de la fecha en que las enmiendas entrarán en vigor.

ANEXO

ENMIENDAS AL CODIGO INTERNACIONAL PARA LA CONSTRUCCION Y
EL EQUIPO DE BUQUES QUE TRANSPORTEN PRODUCTOS
QUIMICOS PELIGROSOS A GRANEL (CODIGO CIQ)

1.3 Definiciones

Añádase la nueva definición siguiente:

"1.3.2.3 "Fecha de vencimiento anual": el día y el mes que correspondan, cada año, a la fecha de expiración del Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel".

1.5 Reconocimientos y certificación

Sustitúyase el texto actual de la sección 1.5 por el siguiente:

"1.5.1 Procedimiento para efectuar los reconocimientos

1.5.1.1 El reconocimiento de los buques, por cuanto se refiere a la aplicación de lo dispuesto en las presentes reglas y a la concesión de exenciones respecto de las mismas, será realizado por funcionarios de la Administración. No obstante, la Administración podrá confiar los reconocimientos a inspectores nombrados al efecto o a organizaciones reconocidas por ella.

1.5.1.2 La Administración que nombre inspectores o reconozca organizaciones para realizar reconocimientos facultará a todo inspector nombrado u organización reconocida para que, como mínimo, puedan:

- .1 exigir la realización de reparaciones en el buque; y
- .2 realizar reconocimientos cuando lo soliciten las autoridades competentes del Estado rector del puerto.

La Administración notificará a la Organización cuáles son las atribuciones concretas que haya asignado a los inspectores nombrados o a las organizaciones reconocidas, y las condiciones en que les haya sido delegada autoridad, para informar de ello a los Gobiernos Contratantes.

1.5.1.3 Cuando el inspector nombrado o la organización reconocida dictaminen que el estado del buque o de su equipo no corresponde en lo esencial a los pormenores del Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel, o que es tal que el buque no está en condiciones de hacerse a la mar sin peligro para el mismo ni para las personas que se encuentren a bordo y sin que ello suponga un riesgo inaceptable para el medio marino por los daños que pueda ocasionarle, el inspector o la organización harán que inmediatamente se tomen medidas correctivas y a su debido tiempo notificarán esto a la Administración. Si no se toman dichas medidas correctivas, se retirará el certificado y esto será inmediatamente notificado a la Administración; y cuando el buque se encuentre en un puerto de otro Gobierno Contratante, también se dará notificación inmediata a las autoridades competentes del Estado rector del puerto. Cuando un funcionario de la Administración, un inspector nombrado o una organización reconocida

hayan informado con la oportuna notificación a las autoridades competentes del Estado rector del puerto, el Gobierno de dicho Estado prestará al funcionario, inspector u organización mencionados toda la asistencia necesaria para el cumplimiento de las obligaciones impuestas por el presente párrafo. Cuando proceda, el Gobierno del Estado rector del puerto de que se trate tomará las medidas necesarias para que el buque no zarpe hasta poder hacerse a la mar o salir del puerto con objeto de dirigirse al astillero de reparaciones apropiado que estando disponible se encuentre más próximo, sin peligro para el buque ni las personas que se encuentren a bordo y sin que ello suponga un riesgo inaceptable para el medio marino por los daños que pueda ocasionarle.

1.5.1.4 En todo caso, la Administración garantizará la integridad y eficacia del reconocimiento, y se comprometerá a hacer que se tomen las disposiciones necesarias para dar cumplimiento a esta obligación.

1.5.2 Prescripciones relativas a los reconocimientos

1.5.2.1 La estructura, el equipo, los accesorios, los medios y los materiales de todo buque tanque químico (sin que entren aquí los componentes en relación con los cuales se expidan el Certificado de seguridad de construcción para buque de carga, el Certificado de seguridad del equipo para buque de carga y el Certificado de seguridad radioeléctrica para buque de carga o el Certificado de seguridad para buque de carga) serán objeto de los siguientes reconocimientos:

- .1 un reconocimiento inicial antes de que el buque entre en servicio o de que se expida por primera vez el Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel, el cual comprenderá un examen completo de la estructura, el equipo, los accesorios, los medios y los materiales del buque, en la medida en que le sea aplicable el Código. Este reconocimiento será tal que garantice que la estructura, el equipo, los accesorios, los medios y los materiales cumplen plenamente con las disposiciones aplicables del Código;
- .2 un reconocimiento de renovación a los intervalos especificados por la Administración, pero que no excedan de cinco años, salvo en los casos en que sea aplicable lo dispuesto en 1.5.6.2.2, 1.5.6.5, 1.5.6.6 ó 1.5.6.7. El reconocimiento de renovación se realizará de modo que garantice que la estructura, el equipo, los accesorios, los medios y los materiales cumplen plenamente con las disposiciones aplicables del Código;
- .3 un reconocimiento intermedio dentro de los tres meses anteriores o posteriores a la segunda o la tercera fecha de vencimiento anual del certificado, el cual podrá sustituir a uno de los reconocimientos anuales estipulados en 1.5.2.1.4. Los reconocimientos intermedios se realizarán de modo que garanticen que el equipo de seguridad y de otra índole y los sistemas de bombas y tuberías correspondientes cumplen plenamente con las disposiciones aplicables del Código y están en buen estado de funcionamiento. Estos reconocimientos intermedios se consignarán en el certificado expedido en virtud de lo dispuesto en 1.5.4 ó 1.5.5;
- .4 un reconocimiento anual dentro de los tres meses anteriores o posteriores a cada fecha de vencimiento anual del certificado, que comprenderá una inspección general de la estructura, el equipo, los

accesorios, los medios y los materiales a que se hace referencia en 1.5.2.1.1 a fin de garantizar que se han mantenido de conformidad con lo dispuesto en 1.5.3 y que continúan siendo satisfactorios para el servicio a que el buque esté destinado. Estos reconocimientos anuales se consignarán en el certificado expedido en virtud de lo dispuesto en 1.5.4 ó 1.5.5.

- .5 un reconocimiento adicional, ya general, ya parcial, según dicten las circunstancias, cuando sea necesario después de la investigación prescrita en 1.5.3.3 y siempre que se efectúen reparaciones o renovaciones importantes. Tal reconocimiento servirá para comprobar que efectivamente se hicieron las reparaciones o renovaciones necesarias, que los materiales utilizados en tales reparaciones o renovaciones y la calidad de éstas son satisfactorios, y que el buque está en condiciones de hacerse a la mar sin peligro para el mismo ni para las personas que se encuentren a bordo y sin que ello suponga un riesgo inaceptable para el medio marino por los daños que pueda ocasionarle.

1.5.3 Mantenimiento de las condiciones comprobadas en el reconocimiento

1.5.3.1 El estado del buque y de su equipo será mantenido de modo que se ajuste a lo dispuesto en el Código, a fin de garantizar que el buque seguirá siendo apto para hacerse a la mar sin peligro para el mismo ni para las personas que se encuentran a bordo y sin que ello suponga un riesgo inaceptable para el medio marino por los daños que pueda ocasionarle.

1.5.3.2 Realizado cualquiera de los reconocimientos del buque en virtud de lo dispuesto en 1.5.2, no se efectuará ningún cambio en la estructura, el equipo, los accesorios, los medios ni los materiales que fueron objeto de reconocimiento, sin previa autorización de la Administración, salvo que se trate de sustitución directa.

1.5.3.3 Siempre que el buque sufra un accidente o se descubra algún defecto que afecten a su seguridad o a la eficacia o la integridad de sus dispositivos de salvamento o de otro equipo regido por el Código, el capitán o el propietario del buque informarán lo antes posible a la Administración, al inspector nombrado o a la organización reconocida encargados de expedir el certificado, quienes harán que se inicien las investigaciones encaminadas a determinar si es necesario realizar el reconocimiento prescrito en 1.5.2.1.5. Cuando el buque se encuentre en un puerto regido por otro Gobierno Contratante, el capitán o el propietario informarán también inmediatamente a las autoridades competentes del Estado rector del puerto, y el inspector nombrado o la organización reconocida comprobarán si se ha rendido ese informe.

1.5.4 Expedición o refrendo del Certificado internacional de aptitud

1.5.4.1 A todo buque tanque quimiquero dedicado a viajes internacionales que cumpla con las prescripciones pertinentes del Código se le expedirá, tras el reconocimiento inicial o de renovación, un Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel.

1.5.4.2 El Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel se redactará conforme al modelo que figura en el apéndice. Si el idioma utilizado no es el inglés ni el francés, el texto irá acompañado de una traducción a uno de estos idiomas.

1.5.4.3 El certificado que se expida en virtud de lo dispuesto en la presente sección estará disponible a bordo para que pueda ser examinado en todo momento.

1.5.4.4 No obstante cualquier otra disposición de las enmiendas al presente Código aprobadas por el Comité de Protección del Medio Marino (CPMM) mediante la resolución MEPC.40(29) y por el Comité de Seguridad Marítima (CSM) mediante la resolución MSC.16(58), todo Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel que sea válido cuando entren en vigor estas enmiendas conservará su validez hasta la fecha en que caduque en virtud de las disposiciones del Código anteriores a la entrada en vigor de las enmiendas.

1.5.5 Expedición o refrendo del Certificado internacional de aptitud por otro Gobierno

1.5.5.1 Todo Gobierno que sea a la vez Gobierno Contratante del Convenio SOLAS 1974 y Parte en el MARPOL 73/78 podrá, a petición de otro de tales Gobiernos, hacer que un buque que tenga derecho a enarbolar el pabellón del otro Estado sea objeto de reconocimiento y, si estima que satisface lo dispuesto en el Código, expedir o autorizar que se expida a ese buque el Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel y, cuando proceda, refrendar o autorizar que se refrende el certificado que haya a bordo, de conformidad con el Código. En todo certificado así expedido constará que lo fue a petición del Gobierno del Estado cuyo pabellón tenga el buque derecho a enarbolar.

1.5.6 Duración y validez del Certificado internacional de aptitud

1.5.6.1 El Certificado internacional de aptitud para el transporte de productos químicos peligrosos a granel se expedirá para un periodo especificado por la Administración, que no excederá de cinco años.

1.5.6.2.1 No obstante lo dispuesto en 1.5.6.1, cuando el reconocimiento de renovación se efectúe dentro de los tres meses anteriores a la fecha de expiración del certificado existente, el nuevo certificado será válido, a partir de la fecha en que finalice el reconocimiento de renovación, por un periodo que no excederá de cinco años contados a partir de la fecha de expiración del certificado existente.

1.5.6.2.2 Cuando el reconocimiento de renovación se efectúe después de la fecha de expiración del certificado existente, el nuevo certificado será válido, a partir de la fecha en que finalice el reconocimiento de renovación, por un periodo que no excederá de cinco años contados a partir de la fecha de expiración del certificado existente.

1.5.6.2.3 Cuando el reconocimiento de renovación se efectúe con más de tres meses de antelación a la fecha de expiración del certificado existente, el nuevo certificado será válido, a partir de la fecha en que finalice el reconocimiento de renovación, por un periodo que no excederá de cinco años contados a partir de dicha fecha.

1.5.6.3 Si un certificado se expide para un periodo de menos de cinco años, la Administración podrá prorrogar su validez más allá de la fecha de expiración hasta el límite del periodo máximo especificado en 1.5.6.1, siempre que los reconocimientos citados en 1.5.2.1.3 y 1.5.2.1.4, aplicables cuando se expide un certificado para un periodo de cinco años, se hayan efectuado como proceda.

1.5.6.4 Si se ha efectuado un reconocimiento de renovación y no ha sido posible expedir o facilitar al buque un nuevo certificado antes de la fecha de expiración del certificado existente, la persona o la organización autorizada por la Administración podrá refrendar el certificado existente, el cual será aceptado como válido por un periodo adicional que no excederá de cinco meses contados a partir de la fecha de expiración.

1.5.6.5 Si en la fecha de expiración del certificado el buque no se encuentra en el puerto en que haya de ser objeto de reconocimiento, la Administración podrá prorrogar la validez del certificado, pero esta prórroga sólo se concederá con el fin de que el buque pueda proseguir su viaje hasta el puerto en que haya de ser objeto de reconocimiento, y aun así únicamente en los casos en que se estime oportuno y razonable hacerlo. No se prorrogará ningún certificado por un periodo superior a tres meses, y el buque al que se le haya concedido tal prórroga no quedará autorizado en virtud de ésta, cuando llegue al puerto en que haya de ser objeto de reconocimiento, a salir de dicho puerto sin haber obtenido previamente un nuevo certificado. Cuando se haya finalizado el reconocimiento de renovación, el nuevo certificado será válido por un periodo que no excederá de cinco años contados a partir de la fecha de expiración del certificado existente antes de que se concediera la prórroga.

1.5.6.6 Todo certificado expedido a un buque dedicado a viajes cortos, que no haya sido prorrogado en virtud de las precedentes disposiciones de la presente sección, podrá ser prorrogado por la Administración por un periodo de gracia no superior a un mes a partir de la fecha de vencimiento indicada en el mismo. Cuando se haya finalizado el reconocimiento de renovación, el nuevo certificado será válido por un periodo que no excederá de cinco años contados a partir de la fecha de expiración del certificado existente antes de que se concediera la prórroga.

1.5.6.7 En circunstancias especiales, que la Administración determinará, no será necesario, contrariamente a lo prescrito en 1.5.6.2.2, 1.5.6.5 ó 1.5.6.6, que la validez del nuevo certificado comience a partir de la fecha de expiración del certificado existente. En estas circunstancias especiales, el nuevo certificado será válido por un periodo que no excederá de cinco años contados a partir de la fecha en que finalice el reconocimiento de renovación.

1.5.6.8 Cuando se efectúe un reconocimiento anual o intermedio antes del periodo estipulado en 1.5.2:

- .1 la fecha de vencimiento anual que figure en el certificado se modificará mediante refrendo, sustituyéndola por una fecha que no sea más de tres meses posterior a la fecha en que terminó el reconocimiento;
- .2 el reconocimiento anual o intermedio subsiguiente prescrito en 1.5.2 se efectuará a los intervalos que en dicha sección se establezcan, teniendo en cuenta la nueva fecha de vencimiento anual;
- .3 la fecha de expiración podrá permanecer inalterada a condición de que se efectúen uno o más reconocimientos anuales o intermedios, según proceda, de manera que no se excedan entre los distintos reconocimientos los intervalos máximos estipulados en 1.5.2.

1.5.6.9 Todo certificado expedido en virtud de lo dispuesto en 1.5.4 ó 1.5.5 perderá su validez en cualquiera de los casos siguientes:

- .1 si los reconocimientos pertinentes no se han efectuado dentro de los intervalos estipulados en 1.5.2;
- .2 si el certificado no es refrendado de conformidad con lo dispuesto en 1.5.2.1.3 ó 1.5.2.1.4;
- .3 cuando el buque cambie su pabellón por el de otro Estado. Sólo se expedirá un nuevo certificado cuando el Gobierno que lo expida se haya cerciorado plenamente de que el buque cumple con lo prescrito en 1.5.3.1 y 1.5.3.2. Si se produce un cambio entre Gobiernos que sean a la vez Gobiernos Contratantes del SOLAS 1974 y Partes en el MARPOL 73/78, el Gobierno del Estado cuyo pabellón el buque tenía previamente derecho a enarbolar transmitirá lo antes posible a la nueva Administración, previa petición de ésta cursada dentro del plazo de tres meses después de efectuado el cambio, copias de los certificados que llevaba el buque antes del cambio y, si están disponibles, copias de los informes de los reconocimientos pertinentes."

Apéndice

MODELO DE CERTIFICADO INTERNACIONAL DE APTITUD PARA EL
TRANSPORTE DE PRODUCTOS QUIMICOS PELIGROSOS A GRANEL

Sustitúyase el actual modelo de certificado por el siguiente:

"CERTIFICADO INTERNACIONAL DE APTITUD PARA EL TRANSPORTE
DE PRODUCTOS QUIMICOS PELIGROSOS A GRANEL

(Sello oficial)

expedido en virtud de lo dispuesto en el

CODIGO INTERNACIONAL PARA LA CONSTRUCCION Y EL EQUIPO DE BUQUES
QUE TRANSPORTEN PRODUCTOS QUIMICOS PELIGROSOS A GRANEL

(resoluciones MSC.4(48) y MEPC.19(22), en su forma enmendada
por las resoluciones MSC.16(58) y MEPC.40(29))

con autoridad conferida por el Gobierno de

.....
(nombre completo del país)

por
(nombre completo de la persona u organización competente
reconocida por la Administración)

Datos relativos al buque^{1/}

Nombre del buque
Número o letras distintivos
Puerto de matrícula
Arqueo bruto
Tipo de buque (párrafo 2.1.2 del Código)
Número IMO^{2/}

Fecha en que se colocó la quilla del buque o en que la
construcción de éste se hallaba en una fase equivalente,
o (en el caso de un buque transformado) fecha en que
se inició la transformación en buque tanque químiquero

El buque cumple también plenamente con las
siguientes enmiendas al Código:

El buque está exento de cumplir con las siguientes disposiciones del Código:
.....
.....

SE CERTIFICA:

- 1 Que el buque ha sido objeto de reconocimiento de conformidad con lo dispuesto en 1.5 del Código.
- 2 Que el reconocimiento ha puesto de manifiesto que la construcción y el equipo del buque y el estado de éstos son satisfactorios en todos los sentidos y que el buque cumple con las disposiciones pertinentes del Código.
- 3 Que el buque es un buque incinerador que cumple también con las prescripciones complementarias y modificadas del capítulo 19 del Código.^{3/}
- 4 Que el buque lleva un manual de conformidad con las Normas aplicables a los procedimientos y medios cuya necesidad indican las reglas 5, 5A y 8 del Anexo II del MARPOL 73/78, y que los medios y el equipo del buque prescritos en dicho manual son satisfactorios en todos los sentidos y cumplen con las prescripciones aplicables de dichas Normas.
- 5 Que el buque es apto para transportar a granel los productos indicados a continuación, siempre que se observen todas las disposiciones de orden operacional del Código que sean pertinentes.

Productos	Condiciones de transporte (números de los tanques, etc.)
<p>Sigue en la hoja adjunta 1 ^{3/}</p> <p>Los números de los tanques indicados en esta lista pueden localizarse en la hoja adjunta 2.</p>	

6 Que, de conformidad con lo prescrito en 1.4/2.8.2^{3/}, las disposiciones del Código han sido modificadas con respecto al buque del modo siguiente:

.....

7 Que el buque debe cargarse:

- .1 de conformidad con las condiciones de carga estipuladas en el manual de carga aprobado, sellado y fechado y firmado por un funcionario responsable de la Administración o de una organización reconocida por la Administración;^{3/}
- .2 de conformidad con las limitaciones de carga adjuntas al presente certificado.^{3/}

Cuando sea preciso cargar el buque de modo que no se ajuste a lo arriba indicado, se remitirán a la Administración que expida el certificado los cálculos necesarios para justificar las condiciones de carga propuestas, y la Administración podrá autorizar por escrito la adopción de tales condiciones de carga.^{4/}

El presente certificado es válido hasta el^{5/} a reserva de que se efectúen los reconocimientos pertinentes de conformidad con lo dispuesto en 1.5 del Código.

Expedido en
(lugar de expedición del certificado)

.....
(fecha de expedición)

.....
(firma del funcionario autorizado para expedir el certificado)

(Sello o estampilla de la autoridad expedidora)

Instrucciones para rellenar el certificado:

- 1 El certificado se podrá expedir únicamente a los buques que tengan derecho a enarbolar el pabellón de los Estados que son a la vez Gobiernos Contratantes del Convenio SOLAS 74 y Partes en el MARPOL 73/78.
- 2 Tipo de buque: Toda anotación guardará relación con las diversas recomendaciones que le sean aplicables; por ejemplo, la anotación "tipo 2" se entenderá referida a ese tipo de buque en todos los aspectos regidos por el Código.
- 3 Productos: Se consignarán los productos enumerados en el capítulo 17 del Código o los que hayan sido evaluados por la Administración de conformidad con lo dispuesto en 1.1.3 del Código. Respecto de estos últimos productos "nuevos" se tendrán presentes cualesquiera prescripciones especiales provisionalmente estipuladas. Téngase en cuenta que tratándose de buques incineradores debe anotarse la mención "desecho químico líquido" en el lugar que correspondería al nombre de cada producto.

- 4 Productos: La lista de productos que el buque es apto para transportar incluirá las sustancias nocivas líquidas de la categoría D que no están regidas por el Código, las cuales se identificarán como sustancias de la "categoría D del capítulo 18".
- 5 Condiciones de transporte: Con arreglo a lo dispuesto en 16A.2 del Código, habrá que indicar asimismo las limitaciones relativas al transporte de sustancias de la categoría B o la categoría C.

REFRENDO DE RECONOCIMIENTOS ANUALES E INTERMEDIOS

SE CERTIFICA que en el reconocimiento efectuado de conformidad con lo prescrito en 1.5.2 del Código se ha comprobado que el buque cumple con las disposiciones pertinentes del Código.

Reconocimiento anual: Firmado
(firma del funcionario
autorizado)
Lugar
Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Reconocimiento anual/intermedio^{3/}: Firmado
(firma del funcionario
autorizado)
Lugar
Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Reconocimiento anual/intermedio^{3/}: Firmado
(firma del funcionario
autorizado)
Lugar
Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Reconocimiento anual: Firmado
(firma del funcionario
autorizado)
Lugar
Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Reconocimiento anual/intermedio de conformidad con 1.5.6.8.3

SE CERTIFICA que en el reconocimiento anual/intermedio^{3/} efectuado de conformidad con lo prescrito en 1.5.6.8.3 del Código, se ha comprobado que el buque cumple con las disposiciones pertinentes del Código.

Firmado
(firma del funcionario
autorizado)

Lugar

Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Refrendo para prorrogar la validez del certificado, si ésta es inferior a cinco años, cuando 1.5.6.3 sea aplicable

El buque cumple con las disposiciones pertinentes del Código, y se aceptará el presente certificado como válido, de conformidad con lo prescrito en 1.5.6.3 del Código, hasta

Firmado
(firma del funcionario
autorizado)

Lugar

Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Refrendo cuando, habiéndose finalizado el reconocimiento de renovación, 1.5.6.4 sea aplicable

El buque cumple con las disposiciones pertinentes del Código, y se aceptará el presente certificado como válido, de conformidad con lo prescrito en 1.5.6.4 del Código, hasta

Firmado
(firma del funcionario
autorizado)

Lugar

Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Refrendo para prorrogar la validez del certificado hasta la llegada al puerto en que ha de hacerse el reconocimiento, o por un periodo de gracia, cuando 1.5.6.5/1.5.6.6 sean aplicables

El presente certificado se aceptará como válido, de conformidad con lo prescrito en 1.5.6.5/1.5.6.6^{3/} del Código, hasta

Firmado
(firma del funcionario
autorizado)

Lugar

Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

Refrendo para adelantar la fecha de vencimiento anual cuando 1.5.6.8 sea aplicable

De conformidad con lo prescrito en 1.5.6.8 del Código, la nueva fecha de vencimiento anual es

Firmado
(firma del funcionario
autorizado)

Lugar

Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

De conformidad con lo prescrito en 1.5.6.8 del Código, la nueva fecha de vencimiento anual es

Firmado
(firma del funcionario
autorizado)

Lugar

Fecha

(Sello o estampilla de la autoridad)

-
- 1/ Los datos relativos al buque podrán indicarse también en casillas dispuestas horizontalmente.
 - 2/ De conformidad con la resolución A.600(15) -Sistema de asignación de un número de la OMI a los buques para su identificación-, la inclusión de este dato tiene carácter voluntario.
 - 3/ Táchese según proceda.
 - 4/ En vez de incluir este texto en el certificado, cabrá adjuntarlo al mismo, siempre que esté debidamente firmado y sellado.
 - 5/ Insértese la fecha de expiración especificada por la Administración de conformidad con lo dispuesto en 1.5.6.1 del Código. El día y el mes de esta fecha corresponden a la fecha de vencimiento anual tal como se define ésta en 1.3.2A del Código, a menos que dicha fecha se modifique de conformidad con lo dispuesto en 1.5.6.8 del Código.

HOJA ADJUNTA 1

DEL

**CERTIFICADO INTERNACIONAL DE APTITUD PARA EL
TRANSPORTE DE PRODUCTOS QUIMICOS PELIGROSOS A GRANEL**

Continuación de la lista de productos indicados en la sección 5, con las correspondientes condiciones de transporte.

Productos	Condiciones de transporte (números de los tanques, etc.)

Fecha
(la del certificado)

.....
(firma del funcionario que
expide el certificado y/o sello
de la autoridad expedidora)

HOJA ADJUNTA 2

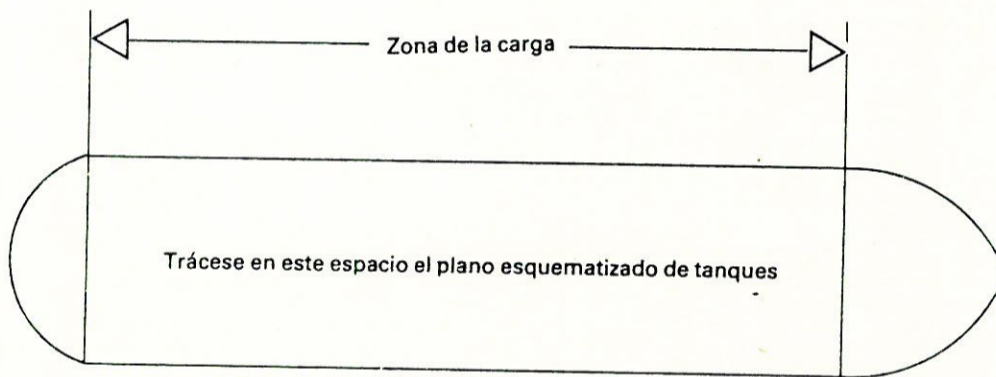
DEL

CERTIFICADO INTERNACIONAL DE APTITUD PARA EL
TRANSPORTE DE PRODUCTOS QUIMICOS PELIGROSOS A GRANEL

PLANO DE TANQUES (ejemplo)

Nombre del buque:

Número o letras distintivos:



Fecha
(la del certificado)

.....
(firma del funcionario que expide el
certificado y/o sello de la autoridad
expedidora)"

COPIE CERTIFIÉE CONFORME du texte des amendements au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac, adoptés par la résolution MSC.16(58) à la cinquante-huitième session du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale le 24 mai 1990, conformément à l'article VIII de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

ЗАВЕРЕННАЯ КОПИЯ текста поправок к Международному кодексу постройки и оборудования судов, перевозящих опасные химические грузы наливом (Кодекс МКХ), одобренных 24 апреля 1990 года на пятьдесят седьмой сессии Комитета по безопасности на море Международной морской организации в соответствии со статьей VIII Конвенции и изложенных в приложении к резолюции MSC.16(58) Комитета, подлинный текст которых сдан на хранение Генеральному секретарю Международной морской организации.

COPIA AUTÉNTICA CERTIFICADA de las enmiendas al Código internacional para la construcción y el equipo de buques que transporten productos químicos peligrosos a granel (Código CIQ), adoptadas el 24 mai de 1989 por el Comité de Seguridad Marítima de la Organización Marítima Internacional en su 58° periodo de sesiones, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII del Convenio internacional para la seguridad de la vida humana en el mar, 1974, mediante la resolución MSC.16(58) del Comité, cuyo texto original se ha depositado ante el Secretario General de la Organización Marítima Internacional.

Pour le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale:

За Генерального секретаря Международной морской организации:

Por el Secretario General de la Organización Marítima Internacional:



Londres, le
Лондон,
Londres,

13/xii/2010